



Déclaration liminaire SUD éducation Paris

CSA du jeudi 26 mars 2026

Mesdames, messieurs,

Nous commencerons ce CSA par nous réjouir :

En effet, plus besoin de se mobiliser, plus besoin de faire grève pour faire capoter les projets néfastes pour les élèves et donc pour la société car ségrégationnistes et discriminatoires

Ainsi les groupes de besoins imposés à marche forcée viennent d'être déclarés officiellement ce 12 mars morts et enterrés moins de 2 ans après leur mise en place.

Combien de temps cela aura-t-il coûté ? Combien d'argent ? Combien de découragement côté enseignant-es et côté élèves ? Combien de jours de grève qui ont impactés les revenus des collègues ? Sans doute le saura-t-on jamais et d'ailleurs sans doute le ministère s'en moque.

Ce qui compte ce ne sont pas tant les élèves surtout les élèves qui ont des besoins et difficultés scolaires, qui sont autant de chair à canon ou à prison. Ce qui compte c'est la stratégie du choc, imposer, désorganiser, épuiser pour au final nous soumettre et faire de nous des sujets exécutants et non contestataires de la mise en place de politiques éducatives guidées par un objectif principal à 2 têtes : économiser de l'argent public et maintenir les privilèges de quelques uns.

Les 200 milliards de cadeaux fiscaux sur les 5 dernières années aux plus grandes entreprises et aux grandes fortunes, les 300 milliards d'exonération de contribution sociale des entreprises par an, l'abandon de l'ISF, la création de la flat tax, la baisse des impôts sur les sociétés ou sur la valeur ajoutée...la politique menée par Emmanuel Macron depuis 2017 n'a cessé de creuser la dette en réduisant les recettes de l'Etat. Parallèlement à cela le gouvernement fait le choix de privilégier l'armée avec des crédits militaires qui augmentent de près de 7 milliards d'euros. Encore une fois nous le rappelons, chair à canon ce n'est pas notre projet pour la jeunesse !

La société française avec le déclin démographique se trouve face à des opportunités éblouissantes concernant l'éducation et l'avenir de la jeunesse.

Pour cela, nous le savons, il faut investir dans le service public d'éducation et, entre autres, diminuer le nombre d'élèves par classe de la maternelle à l'université afin d'améliorer les conditions d'enseignement-apprentissage et de favoriser la réussite des élèves dont les

conditions de vie et les conditions socio-économiques font qu'ils et elles sont les plus éloignées de l'école.

Ce n'est pas SUD éducation qui le dit mais le haut-commissariat à la stratégie et au plan dans sa note du 12 février 2026 : "La baisse démographique en France offre une fenêtre d'opportunité pour cibler ces investissements et mettre en œuvre différentes politiques efficaces."

C'est un fait, la taille des classes au collège en France est parmi les plus chargées en Europe. Le rectorat aura beau dire que d'autres facteurs sont en jeu, ce que nous ne nions pas, ce facteur-là ne peut être nié.

Nous entendons que les méthodes pédagogiques et le travail en équipe sont importants. Nous savons que parmi vous certain-es de l'autre côté de la table évoqueront des études qui décorrèleraient réussite scolaire et nombre d'élèves par classe. Et bien sûr on peut toujours trouver des études qu'on met en avant pour en déconstruire d'autres alors que peut être juste elles les complètent.

Ce que nous refusons cependant d'entendre c'est que des méthodes magiques permettraient de réduire les inégalités sociales et donc la reproduction sociale qui est niée en mettant en valeur quelques transfuges de classe.

Ce que nous refusons, ce sont les chefs toxiques font ou ont fait vivre un véritable enfer aux collègues ces dernières années : Corbon, Anne Frank, Guimard, Claudel, Louis Armand, Coysevox, Boule, ...

Le rectorat ne peut plus se contenter d'envoyer des chargés de mission - médiateurs pour tenter d'afficher une réponse de façade à un problème systémique d'absence de contrôle des chefs d'établissements. Le manque de moyens dans les établissements conduit à des situations de conflits, de clientélisme : l'enseignant-e qui acceptera certaines missions du chef ou de la cheffe se verra attribuer des enseignements en demi-groupes, ou encore les projets rémunérateurs. SUD éducation Paris rappelle que l'employeur a pour obligation légale de protéger tous les personnels.

Ce que nous refusons c'est la culpabilisation permanente des personnels devant élèves. Faire travailler plus avec toujours moins... cela ne se fait pas sans dommages collatéraux. Ces dommages collatéraux ce sont des burn out, des dépressions, des maladies liées au stress et au manque de temps et au manque de moyens financiers, des conduites addictives... problèmes de santé qui rejaillissent bien entendu dans les espaces classes.

Ce que nous refusons c'est qu'on nous dise qu'il y a de moins en moins d'élèves dans le second degré quand chaque année des jeunes en âge d'être scolarisés ou formés restent sur le carreau de la grande loterie des tests casnav sésame pour aller à l'école.

Ce que nous refusons d'entendre c'est que la déliquescence du service public dans toutes ces dimensions (par exemple les services de santé et du paramédical dans les quartiers les plus paupérisés) n'a rien à voir dans les difficultés de nos élèves les fragiles.

Ce que nous refusons ce sont les ordres et contre-ordres permanents, les marottes au gré des ministres.

Ce que nous refusons aussi ce sont les méthodes de barbouze utilisées pour faire des économies de bout de chandelle sur le dos des personnels. Depuis le début du mois, des AED ayant signé des contrats en CDD depuis janvier sont appelés par les services de paie de Rabelais pour déchirer leur contrat actuel, dont la fin est au 31 août, pour le remplacer par un contrat jusqu'au 30 juin. SUD éducation Paris dénonce cette pression faite sur les AED, parmi les personnels les plus précaires, et vous rappelle l'illégalité d'une telle demande.

La France fait partie des pays de l'OCDE dans lesquels le niveau scolaire des élèves issus de milieux plus défavorisés est en baisse depuis vingt ans et où les inégalités sociales pèsent le plus sur les destins scolaires. Ce n'est pas nous qui le disons encore une fois mais la cour des comptes.

On nous demande de continuer à fonctionner avec plus d'élèves par classe, dont des élèves qui ont des besoins particuliers, moins de remplaçants, moins d'enseignants spécialisés, moins de personnel médico-social, plus d'heures supplémentaires, avec des surcharges de travail administratif, des dossiers à n'en plus finir... Tout cela alors que depuis les années 1980, les profs, comme beaucoup d'autres professions, ont perdu 20 % de leur pouvoir d'achat. Cette marche forcée s'accompagne aussi de plus d'évaluation et de mise en concurrence des établissements, le tout dans un climat de surveillance et de menaces de sanctions envers les profs.

Nous le répétons haut et fort : l'école n'a pas à être rentable ! **Nelson Mandela se plaisait à dire que "L'éducation est l'arme la plus puissante pour changer le monde." Malheureusement il est clair que changer le monde n'est pas de l'intérêt de tout le monde et c'est bien de ça dont nous discutons aujourd'hui : d'un ordre social injuste que certains veulent pérenniser.**